

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 4814

[C — 2007/27185]

14 NOVEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de stockage temporaire de déchets de classe B2

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu l'avis 42.494/4 du Conseil d'Etat, donné le 4 avril 2007 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que le présent arrêté a été communiqué à la Commission européenne conformément à l'article 8 de la Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information; que la Commission européenne a émis un avis circonstancié; qu'une réponse lui a été apportée;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

TITRE 1^{er}. — Dispositions générales**CHAPITRE 1^{er}. — Champ d'application et définitions**

Article 1^{er}. Les présentes conditions intégrales s'appliquent aux installations de stockage temporaire de déchets de classe B2 tels que définis à l'article 1^{er}, 6^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé visées par la rubrique 63.12.05.09 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Aux fins des présentes prescriptions, on entend par :

1^o installation de stockage temporaire : une installation où les déchets sont stockés avant leur transport en vue d'un regroupement, d'un prétraitement, d'une valorisation ou d'une élimination hors du site de production. Les installations de stockage temporaire visées par le présent arrêté sont les institutions médicales et les cabinets médicaux;

2^o institution médicale : tous les hôpitaux publics ou privés, à l'exception des institutions psychiatriques; toutes les polycliniques; tous les établissements, institutions et unités fixes ou mobiles dispensant des traitements médicaux aux patients ambulatoires et hospitalisés; toutes les cliniques psychiatriques situées sur le site d'un hôpital; tous les laboratoires et instituts de recherche, reliés de façon interne ou externe à une institution, qui exécutent des études pour de telles institutions et de tels cabinets médicaux; tous les laboratoires de l'industrie pharmaceutique; tous les centres de transfusion sanguine fixes ou mobiles; tous les établissements mortuaires et autres institutions pratiquant la médecine légale;

3^o cabinet médical : tout cabinet ou cabinet groupé d'un médecin, dentiste, vétérinaire ou autre praticien indépendant, où des traitements médicaux ou vétérinaires sont donnés ou qui constituent la base de soins à domicile non organisés, ainsi que toutes les organisations de soins à domicile et toutes les cliniques vétérinaires; toutes les maisons de repos, avec ou sans installations de repos et de soins, tous les centres de soins de jour et toutes les maisons de soins psychiatriques autres que celles visées au point 2^o;

4^o établissement existant : un établissement dûment autorisé ou déclaré avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. La transformation ou l'extension d'un établissement que l'exploitant a, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, consignée dans le registre prévu par l'article 10, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est assimilée à un établissement existant.

CHAPITRE II. — Implantation et construction

Art. 3. Les déchets de classe B2 sont entreposés sur une aire de stockage réservée à cet usage. Le public et les personnes non autorisées par l'exploitant ne peuvent avoir accès aux déchets de classe B2.

CHAPITRE III. — Exploitation

Art. 4. § 1^{er}. Les déchets de classe B2 sont conditionnés dans des emballages pourvus du signe UN n^o 3291 tel que prévu dans la directive 94/55/CE du Conseil, du 21 novembre 1994, relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant le transport des marchandises dangereuses par route et répondent aux conditions suivantes :

1. les déchets de classe B2 sont entreposés dans un récipient solide à usage unique. Ledit récipient est opaque et étanche, résistant aux déchirures et aux chocs en dépit de toutes les manipulations auxquelles il peut être soumis. Il est doté d'une fermeture hermétique et ne peut, une fois fermé, plus être ouvert sans être abîmé;

2. lorsque le récipient est réalisé en carton, celui-ci est adapté à la nature et au poids du contenu et résistant aux chocs. Ledit récipient est équipé d'un sac intérieur à usage unique doté d'une soudure double, adapté à la nature et au poids du contenu, résistant aux déchirures, fermant bien, étanche aux fuites et portant le logo de déchets de classe B2 tel que visé à l'annexe I;

3. du matériel absorbant la totalité du liquide présent est placé à l'intérieur de l'emballage.

Art. 5. Les objets piquants, coupants et tranchants sont conditionnés de l'une des manières suivantes :

1^o dans un récipient de forme solide, à usage unique, d'une contenance maximale de 60 litres, réalisé en plastique non halogéné. Ledit récipient est opaque et étanche, résistant aux déchirures et aux chocs en dépit de toutes les manipulations auxquelles il peut être soumis, doté d'une fermeture hermétique et ne pouvant, une fois fermé, plus être ouvert sans être abîmé;

2^o dans un récipient de forme solide, à usage unique, d'une contenance maximale de 10 litres, réalisé en plastique non halogéné. Le récipient est opaque et résiste, en dépit de toutes les manipulations auxquelles il est soumis, aux coupures, aux piqûres, aux déchirures et aux chocs. Il ne fuit pas lorsqu'il est maintenu en position verticale, ferme hermétiquement et ne peut, une fois fermé, plus être ouvert sans être endommagé. Ledit récipient est ensuite enfoui dans un récipient en plastique solide à usage unique, tel que mentionné à l'article 4, § 1^{er}, 1^o, ou dans le récipient en carton solide à usage unique visé à l'article 4, § 1^{er}, 2^o, et équipé du sac en plastique intérieur.

Art. 6. § 1^{er}. Chaque récipient de déchets de classe B2, à l'exception des récipients solides à usage unique d'une contenance maximale de 10 litres porte la mention « DECHETS DE CLASSE B2 », accompagnée du logo de déchets de classe B2 tel que visé à l'annexe I. Cette mention est en caractères d'imprimerie noirs de minimum 2 centimètres de haut et résiste à l'eau. Elles est soit collée, soit imprimée, soit écrite en relief sur un fond jaune de format A4 au minimum. Le logo est apposé sur un fond blanc dans un losange de 10 centimètres de côté.

§ 2. L'exploitant indique, sur chaque récipient de déchets de classe B2, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de l'institution médicale ou du cabinet médical ou tout autre moyen permettant une traçabilité identique.

§ 3. Chaque récipient solide, à usage unique, d'une contenance maximale de 10 litres porte la mention « DECHETS DE CLASSE B2 », accompagné du logo des déchets de classe B2 tel que visé à l'annexe I. La mention « DECHETS DE CLASSE B2 », écrite en caractères d'imprimerie noirs de minimum 2 centimètres de haut, résiste à l'eau et est collée, imprimée ou réalisée en relief sur un fond jaune. Le logo est apposé sur un fond blanc dans un losange. Le récipient, dans lequel de tels récipients de 10 litres au maximum sont entreposés, est étiqueté de la façon décrite aux §§ 1 et 2.

Art. 7. Il est interdit de compacter des déchets de classe B2.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies*

Art. 8. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant informe le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures prises et les équipements mis en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

CHAPITRE V. — *Contrôle et auto-surveillance*

Art. 9. L'exploitant tient à jour un registre tel que défini par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux.

Art. 10. Le registre est conservé au siège d'exploitation. Il est tenu en permanence à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance et conservé pendant au moins cinq ans après la date d'émission du document.

TITRE II. — *Cabinets médicaux*

Art. 11. Dans l'attente de leur enlèvement, les récipients définitivement fermés sont stockés soit à l'intérieur du cabinet médical, soit dans un local séparé de toute aire d'habitation ou d'existence dont l'accès est interdit aux personnes non autorisées par l'exploitant. Tout récipient reste intact. Les récipients endommagés sont transvasés en toute sécurité dans des suremballages adéquats. Le local où ils sont entreposés est régulièrement nettoyé et désinfecté, si nécessaire et après chaque déversement accidentel, afin d'éviter la formation de tout foyer microbiologique dû à l'échauffement par la fermentation.

TITRE III. — *Institutions médicales*

CHAPITRE I^{er}. — *Implantation et construction*

Art. 12. L'institution médicale comporte un espace couvert et fermé dans lequel s'effectue le stockage des déchets de classe B2 répondant aux conditions suivantes :

1° l'espace réservé au stockage des déchets ne peut être aménagé que dans une aire de stockage froide, fermée et couverte ou dans un conteneur fermé, entreposé à l'extérieur de l'éventuel bâtiment de séjour;

2° l'espace réservé au stockage des déchets et le conteneur doivent pouvoir être facilement atteints aussi bien avec les moyens de transport internes qu'avec les moyens de transport externes, qui sont mis en œuvre pour l'enlèvement des déchets;

3° les dimensions de l'espace de stockage des déchets et du conteneur sont adaptées à la quantité des déchets y amenés périodiquement. L'espace de stockage des déchets est régulièrement vidé afin d'éviter toute surcharge et toute formation de foyers microbiologiques dus à l'échauffement par la fermentation ou toute nuisance par les odeurs. Il en est de même pour le conteneur, qui peut être enlevé dans son ensemble;

4° tout récipient se trouvant dans l'espace de stockage des déchets et dans le conteneur reste intact. Les récipients endommagés sont transportés en toute sécurité dans des suremballages appropriés de dimensions suffisantes;

5° l'espace de stockage des déchets et le conteneur sont régulièrement nettoyés et, le cas échéant, désinfectés afin de prévenir la formation de foyers microbiologiques dus à l'échauffement par la fermentation.

Art. 13. L'espace de stockage des déchets et le conteneur répondent aux exigences suivantes :

1° être faciles à nettoyer, à désinfecter et à aérer efficacement;

2° avoir un sol ou un plancher, ainsi que des murs ou des parois, étanches aux liquides, résistants aux produits dégraissants, suffisamment planes et faciles à nettoyer;

3° être pourvus sur leur face extérieure, de la mention « AIRE DE STOCKAGE POUR DECHETS DE CLASSE B2 - ACCES INTERDIT A TOUTE PERSONNE NON AUTORISEE », et porter le logo des déchets de classe B2, ladite mention étant écrite sur fond jaune en caractères d'imprimerie de couleur noire et lisible.

Art. 14. L'exploitant est tenu de disposer d'un plan de travail. Ce plan de travail comprend au moins :

- 1° les instructions nécessaires en vue d'assurer, en toutes circonstances, le bon fonctionnement de l'établissement, dans le respect des dispositions en matière de déchets ainsi que des présentes conditions;
- 2° les instructions nécessaires en vue d'assurer en permanence la propreté de l'établissement;
- 3° les instructions destinées au personnel en cas d'incendie ou d'accident;
- 4° l'organisation du stockage des déchets de classe B2.

CHAPITRE II. — *Exploitation*

Art. 15. L'exploitant est tenu de fournir annuellement à l'Office wallon des déchets une copie des informations présentes dans le registre.

Art. 16. Dès qu'il est constaté un épanchement d'un déchet de classe B2, il est procédé au nettoyage. Les résidus de nettoyage ne peuvent être rejetés directement dans le sous-sol, dans un égout public ou dans une eau de surface.

TITRE IV. — Dispositions transitoires et finales

Art. 17. Le présent arrêté s'applique aux établissements existants dès l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 11, 12 et 13 s'appliquent aux établissements existants au plus tard un an après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 18. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 novembre 2007.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe I^{re}

Logo des déchets de classe B2



Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 novembre 2007 déterminant les conditions intégrales relatif aux installations de stockage temporaire de déchets de classe B2.

Namur, le 14 novembre 2007.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 4814

[C — 2007/27185]

14. NOVEMBER 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der gesamten Bedingungen in Bezug auf die Anlagen für die zeitweilige Lagerung von Abfällen der Klasse B2

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8 und 9;

Aufgrund des am 4. April 2007 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 42.494/4 des Staatsrats;

In Erwägung der Tatsache, dass der vorliegende Erlass der Europäischen Kommission mitgeteilt worden ist, in Übereinstimmung mit Artikel 8 der Richtlinie 98/34/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Juni 1998 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der Normen und technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft; dass die Europäische Kommission ein ausführliches Gutachten abgegeben hat, das beantwortet worden ist;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;
Nach Beratung,

Beschließt:

TITEL I — Allgemeines**KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen**

Artikel 1 - Die vorliegenden gesamten Bedingungen sind auf die Anlagen für die zeitweilige Lagerung von Abfällen der Klasse B2 anwendbar, so wie sie in Artikel 1, 6° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die in der Rubrik 63.12.05.09 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege bestimmt werden.

Art. 2 - Für die Zwecke der vorliegenden Vorschriften gelten folgende Definitionen:

1° Anlage zur zeitweiligen Lagerung; eine Anlage, wo die Abfälle vor deren Transport im Hinblick auf eine Zusammenstellung, eine Vorbehandlung, eine Verwertung oder eine Entsorgung außerhalb des Produktionsstandortes gelagert werden. Die in dem vorliegenden Erlass erwähnten Anlagen für die zeitweilige Lagerung sind die medizinischen Einrichtungen und Praxen;

2° medizinische Einrichtung; alle öffentlichen oder privaten Krankenhäuser, mit Ausnahme der psychiatrischen Einrichtungen; alle Polikliniken, alle ortsfesten oder mobilen Betriebe, Einrichtungen und Einheiten, die ambulante oder stationäre Patienten medizinisch behandeln; alle psychiatrischen Kliniken, die sich auf dem Gelände eines Krankenhauses befinden; alle intern oder extern mit einer Einrichtung verbundenen Laboratorien und Forschungsinstitute, die für solche Einrichtungen und medizinische Praxen Studien durchführen; alle Laboratorien der Arzneimittelindustrie; alle ortsfesten oder mobilen Bluttransfusionszentren; alle Leichenhäuser und anderen Einrichtungen, in denen die Gerichtsmedizin praktiziert wird;

3° medizinische Praxis; jede Praxis oder Praxisgemeinschaft mit einem Arzt, Zahnarzt, Tierarzt oder einem anderen unabhängigen praktizierenden Arzt, in der ärztliche oder tierärztliche Behandlungen durchgeführt werden oder die die Grundlage für nicht organisierte Heimpflege bildet, sowie alle Heimpflegeorganisationen und alle Tierkliniken; alle Erholungsheime, mit oder ohne Erholungs- oder Pflegeeinrichtungen, alle Tagespflegeheime und alle anderen als in Punkt 2° erwähnten psychiatrischen Pflegeheime;

4° bereits bestehender Betrieb; ein vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß zugelassener oder gemeldeter Betrieb. Die Umwandlung oder Erweiterung eines Betriebs, die der Betreiber vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses in dem in Artikel 10, § 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Register eingetragen hat, wird einem bereits bestehenden Betrieb gleichgestellt.

KAPITEL II — Standort und Bau

Art. 3 - Die Abfälle der Klasse B2 werden auf einer Fläche gelagert, die eigens für diesen Zweck vorgesehen ist. Die Öffentlichkeit und die Personen, denen der Betreiber keine Erlaubnis gegeben hat, dürfen keinen Zugang zu den Abfällen der Klasse B2 haben.

KAPITEL III — Betrieb

Art. 4 - § 1. Die Abfälle der Klasse B2 befinden sich in Verpackungen, die mit dem Zeichen UN Nr. 3291 versehen sind, so wie dies in der Richtlinie 94/55/EG des Rates vom 21. November 1994 zur Angleichung der Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten für den Gefahrguttransport auf der Straße vorgesehen ist, und erfüllen folgende Bedingungen:

1. die Abfälle der Klasse B2 werden in einem soliden Einwegbehälter gelagert. Besagter Behälter ist undurchsichtig und undurchlässig, reiß- und stoßfest trotz aller Handhabungen, denen er ausgesetzt sein kann. Er ist mit einem hermetischen Verschluss versehen und kann, wenn er einmal verschlossen ist, nicht mehr geöffnet werden, ohne dass er beschädigt wird;

2. wenn der Behälter aus Pappe besteht, ist diese an die Art und das Gewicht des Inhalts angepasst und stoßfest. Besagter Behälter ist mit einem mit einer Doppelnaht versehenen Einweginnesack ausgerüstet, der Art und dem Gewicht des Inhalts angepasst, reißfest, gut verschließbar, undurchlässig und trägt das in der Anlage I erwähnte Logo der Abfälle der Klasse B2;

3. im Innern der Verpackung wird Material platziert, das die gesamte vorhandene Flüssigkeit absorbiert.

Art. 5 - Die stechenden, schneidenden und scharfen Gegenstände werden auf eine der folgenden Weisen verpackt:

1° in einem soliden Einwegbehälter mit einem Fassungsvermögen von höchstens 60 Litern, der aus nicht halogeniertem Kunststoff besteht. Besagter Behälter ist undurchsichtig und undurchlässig, reiß- und stoßfest trotz aller Handhabungen, denen er ausgesetzt sein kann, sowie mit einem hermetischen Verschluss versehen und kann, wenn er einmal verschlossen ist, nicht mehr geöffnet werden, ohne dass er beschädigt wird.

2° in einem soliden Einwegbehälter mit einem Fassungsvermögen von höchstens 10 Litern, der aus nicht halogeniertem Kunststoff besteht. Besagter Behälter ist undurchsichtig und ist trotz aller Handhabungen, denen er ausgesetzt sein kann, widerstandsfähig gegen Einschnitte, Stiche, Risse und Stöße. Er ist undurchlässig, wenn er in senkrechter Position gehalten wird, ist hermetisch geschlossen und kann, wenn er einmal verschlossen ist, nicht mehr geöffnet werden, ohne beschädigt zu werden. Besagter Behälter wird anschließend in einen soliden Einwegbehälter aus Kunststoff, so wie in Artikel 4, § 1, 1° angegeben, oder in einen soliden Einwegbehälter aus Papp, wie in Artikel 4, § 1, 2° erwähnt, platziert und mit einem Innensack aus Kunststoff ausgestattet.

Art. 6 - § 1. Jeder Behälter für Abfälle der Klasse B2, mit Ausnahme der soliden Einwegbehälter mit einem Fassungsvermögen von höchstens 10 Litern, wird mit dem Vermerk «ABFÄLLE DER KLASSE B2» unter Beifügung des in der Anlage I erwähnten Logos der Abfälle der Klasse B2 versehen. Dieser Vermerk steht in mindestens 2 Zentimeter hohen schwarzen Druckbuchstaben und ist wasserbeständig. Er wird entweder auf einen gelben Untergrund, mindestens im Format A4, geklebt, gedruckt oder im Relief geschrieben. Das Logo wird auf einem weißen Untergrund in einer 10 Zentimeter hohen und breiten Raute angebracht.

§ 2. Der Betreiber gibt auf jedem Behälter für Abfälle der Klasse B2 den Namen, die Anschrift und die Telefonnummer der medizinischen Einrichtung oder Praxis oder jedes andere Mittel an, durch das eine identische Rückverfolgung ermöglicht wird.

§ 3. Jeder solide Einwegbehälter mit einem Fassungsvermögen von höchstens 10 Litern, wird mit dem Vermerk «ABFÄLLE DER KLASSE B2» unter Beifügung des in der Anlage I erwähnten Logos der Abfälle der Klasse B2 versehen. Der in mindestens 2 Zentimeter hohen schwarzen Druckbuchstaben geschriebene Vermerk «ABFÄLLE DER KLASSE B2» ist wasserbeständig und wird auf einen gelben Untergrund geklebt, gedruckt oder im Relief angebracht. Das Logo wird auf einem weißen Untergrund in einer Raute angebracht. Der Behälter, in den solche Behälter von höchstens 10 Litern platziert werden, wird wie in den §§ 1 und 2 beschrieben etikettiert.

Art. 7 - Es ist verboten, Abfälle der Klasse B2 zu verdichten.

KAPITEL IV — Unfall- und Brandverhütung

Art. 8 - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeglicher Änderung der Räumlichkeiten oder der Betriebsverhältnisse, aus denen sich eine Änderung der Brandgefahr oder der Ausbreitung des Feuers ergeben könnte, informiert der Betreiber den örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die getroffenen Maßnahmen und die eingesetzten Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

KAPITEL V — Kontrolle und Selbstüberwachung

Art. 9 - Der Betreiber führt ein Register, so wie es durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. April 1992 über die gefährlichen Abfälle bestimmt wird.

Art. 10 - Dieses Register wird im Betriebssitz aufbewahrt. Es wird dem mit der Überwachung beauftragten Beamten ständig zur Verfügung gehalten und mindestens 5 Jahre nach dem Datum der Ausstellung des Dokuments aufbewahrt.

TITEL II — Medizinische Praxen

Art. 11 - Die endgültig geschlossenen Behälter werden bis zu ihrer Abholung entweder im Innern der medizinischen Praxis oder in einem von jeglichem Wohn- oder Lebensbereich getrennten Lokal gelagert, dessen Zugang den Personen, denen der Betreiber keine Erlaubnis gegeben hat, untersagt ist. Jeder Behälter bleibt unbeschädigt. Die beschädigten Behälter werden in aller Sicherheit in angemessene Umverpackungen umgefüllt. Das Lokal, in denen sie untergebracht sind, wird regelmäßig, falls nötig und nach jeder unfallbedingten Ableitung, gereinigt und desinfiziert, um die Bildung jeglichen, auf die Selbsterhitzung zurückzuführenden mikrobiologischen Herds zu vermeiden.

TITEL III — Medizinische Einrichtungen

KAPITEL I — Standort und Bau

Art. 12 - Zur medizinischen Einrichtung gehört ein überdachter und geschlossener Raum, in dem die Abfälle der Klasse B2 gelagert werden und der folgende Bedingungen erfüllt:

1° der für die Lagerung der Abfälle bestimmte Raum kann nur auf einer kalten, geschlossenen und überdachten Lagerfläche oder in einem geschlossenen, außerhalb des eventuellen Aufenthaltsgebäudes gelagerten Container eingerichtet werden;

2° der für die Lagerung der Abfälle bestimmte Raum und der Container müssen sowohl mit den internen, als auch den externen Beförderungsmitteln, die zum Abtransport der Abfälle eingesetzt werden, leicht erreichbar sein;

3° die Maße des Raums zur Lagerung der Abfälle und des Containers sind an die Menge der Abfälle angepasst, die in regelmäßigen Abständen dort hingbracht werden. Der Raum zur Lagerung der Abfälle wird regelmäßig geleert, um jegliche Überbelastung und jegliche Bildung von auf die Selbsterhitzung zurückzuführenden mikrobiologischen Herden oder jegliche Belästigung durch Gerüche zu vermeiden. Dies gilt ebenfalls für den Container, der vollständig entfernt werden kann;

4° jeder Behälter, der sich in dem Raum zur Lagerung der Abfälle und in dem Container befindet, bleibt unbeschädigt. Die beschädigten Behälter werden in aller Sicherheit in angemessene, ausreichend große Umverpackungen umgefüllt;

5° der Raum zur Lagerung der Abfälle und der Container werden regelmäßig gereinigt und gegebenenfalls desinfiziert, um die Bildung von auf die Selbsterhitzung zurückzuführenden mikrobiologischen Herden zu vermeiden.

Art. 13 - Der Raum zur Lagerung der Abfälle und der Container entsprechen den folgenden Anforderungen:

1° leicht zu reinigen, zu desinfizieren und wirksam zu lüften sein;

2° mit einem Boden oder einer Diele, sowie mit Mauern oder Wänden ausgestattet sein, die flüssigkeitsdicht, gegen entfettende Mittel beständig und ausreichend eben und leicht zu reinigen sind;

3° an der Außenfläche mit dem Vermerk «LAGERORT FÜR ABFÄLLE DER KLASSE B2 – UNBEFUGTEN IST DER ZUGANG VERBOTEN» versehen sein und das Logo der Abfälle der Klasse B2 tragen, wobei besagter Vermerk auf gelbem Untergrund in schwarzen und leserlichen Druckbuchstaben steht.

Art. 14 - Der Betreiber muss über einen Arbeitsplan verfügen. Dieser Arbeitsplan enthält mindestens:

1° die erforderlichen Anweisungen, um unter jeglichen Umständen den guten Arbeitsablauf des Betriebs unter Einhaltung der Bestimmungen in Sachen Abfälle, sowie der vorliegenden Bedingungen zu gewährleisten;

2° die erforderlichen Anweisungen, um die Sauberkeit der Anlagen ständig zu gewährleisten;

3° die für das Personal im Falle eines Brandes oder eines Unfalls bestimmten Anweisungen;

4° die Organisation der Lagerung der Abfälle der Klasse B2.

KAPITEL II — *Betrieb*

Art. 15 - Der Betreiber ist verpflichtet, dem «Office wallon des déchets» (Wallonisches Amt für Abfälle) eine Abschrift der im Register vorhandenen Informationen zu übermitteln.

Art. 16 - Sobald ein Abfluss eines Abfalls der Klasse B2 festgestellt wird, wird der Ort gereinigt. Die Reinigungsrückstände dürfen nicht direkt in den Untergrund, in eine öffentliche Kanalisation oder in das Oberflächenwasser abgeleitet werden.

TITEL IV — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 17 - Der vorliegende Erlass ist ab seinem Inkrafttreten auf die bereits bestehenden Betriebe anwendbar.

In Abweichung von Absatz 1 sind die Artikel 11, 12 und 13 spätestens ein Jahr nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses auf die bestehenden Betriebe anwendbar.

Art. 18 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. November 2007

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Anlage I

Logo der Abfälle der Klasse B2



Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. November 2007 zur Festlegung der gesamten Bedingungen in Bezug auf die Anlagen für die zeitweilige Lagerung von Abfällen der Klasse B2 als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 14. November 2007.

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2007 — 4814

[C — 2007/37185]

14 NOVEMBER 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de tijdelijke opslag van afvalstoffen van klasse B2

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8 en 9;

Gelet op het advies nr. 42.494/4 van de Raad van State, gegeven op 4 april 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat dit besluit aan de Europese Commissie meegedeeld werd overeenkomstig artikel 8 van richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij; dat de Europese Commissie een uitvoerig advies heeft uitgebracht; dat ze een antwoord heeft gekregen;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. — Algemene bepalingen**HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en begripsomschrijving**

Artikel 1. Deze integrale voorwaarden zijn van toepassing op de installaties voor de tijdelijke opslag van afvalstoffen van klasse B2 zoals bedoeld in artikel 1, 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 betreffende de afval van ziekenhuis- en gezondheidszorgactiviteiten. Deze installaties worden vermeld in rubriek 63.12.05.09 van bijlage I bij het besluit van Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 2. Voor de toepassing van deze voorschriften wordt verstaan onder :

1° tijdelijke opslaginstallatie : installatie waar de afvalstoffen opgeslagen worden vooraleer ze vervoerd worden met het oog op hun hergroepering, voorbehandeling, valorisatie of verwijdering uit de productiesite. De tijdelijke opslaginstallaties bedoeld in dit besluit zijn medische inrichtingen en medische kabinetten;

2° medische inrichting : alle openbare of privé-ziekenhuizen, behalve psychiatrische instellingen; alle poliklinieken; alle vaste of mobiele inrichtingen, instellingen en eenheden die een medische behandeling geven aan ambulante of in een ziekenhuis opgenomen patiënten; alle psychiatrische klinieken gevestigd op de site van een ziekenhuis; alle laboratoria en onderzoeksinstituten in intern of extern verband met een instelling, die studies voor dergelijke instellingen en medische kabinetten uitvoeren; alle laboratoria van de farmaceutische industrie; alle vaste of mobiele bloedtransfusiecentra; alle sterfhuizen en instellingen die aan gerechtelijke geneeskunde doen;

3° medisch kabinet : elk kabinet of gegroepeerd kabinet van een geneesheer, tandarts, dierenarts of zelfstandige arts, waar medische of veterinaire behandelingen worden gegeven of die de basis vormen voor niet georganiseerde thuiszorg, alsook alle thuiszorgorganisaties en alle veterinaire klinieken; alle rusthuizen, al dan niet met rust- en verzorgingsinstallaties, alle dagzorgcentra en alle psychiatrische verzorgingshuizen die niet in punt 2° opgenomen zijn;

4° bestaande inrichting : inrichting die behoorlijk vergund en aangegeven is vóór de inwerkingtreding van dit besluit. De ombouw of uitbreiding van een inrichting die de uitbater vóór de inwerkingtreding van dit besluit vermeld heeft in het register bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt met een bestaande inrichting gelijkgesteld;

HOOFDSTUK II. — Vestiging en bouw

Art. 3. De afvalstoffen van klasse B2 worden opgeslagen in een daartoe bestemde opslagruimte. Afvalstoffen van klasse B2 zijn niet toegankelijk voor het publiek en personen die niet door de exploitant gemachtigd zijn.

HOOFDSTUK III. — Exploitatie

Art. 4. De afvalstoffen van klasse B2 worden verpakt in verpakkingen voorzien van het teken UN nr. 3291 zoals bedoeld in Richtlijn 94/55/EG van de Raad betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der lidstaten inzake het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg en voldoen aan de volgende voorwaarden :

1. ze worden opgeslagen in een stevige houder voor eenmalig gebruik. De houder is ondoorzichtig en waterdicht, bestand tegen scheuren en stoten, ongeacht de hantering waaraan hij onderworpen kan worden. Hij is voorzien van een hermetische sluiting en kan niet zonder beschadiging geopend worden zodra hij gesloten is;

2. als de houder uit karton is, wordt hij aangepast aan de aard en aan het gewicht van de inhoud en is hij bestand tegen stoten. Hij is uitgerust met een binnenzak voor eenmalig gebruik (dubbele las), aangepast aan de aard en aan het gewicht van de inhoud, bestand tegen scheuren, goedsluitend, lekvrij en voorzien van het logo voor afval van klasse B2 zoals bedoeld in bijlage I;

3. de verpakking bevat materiaal dat het vocht volledig absorbeert.

Art. 5. Puntige, snijdende en scherpe voorwerpen worden verpakt op één van de volgende wijzen :

1° in een stevige houder voor eenmalig gebruik, met een maximuminhoud van 60 liter en uit niet gehalogeneerde kunststof. Die houder is ondoorzichtig en waterdicht, bestand tegen scheuren en stoten, ongeacht de hantering waaraan hij onderworpen kan worden.

2° in een stevige houder, voor eenmalig gebruik, met een maximuminhoud van 10 liter en uit niet gehalogeneerde kunststof. De houder is ondoorzichtig en waterdicht, bestand tegen scheuren en stoten, ongeacht de hantering waaraan hij onderworpen kan worden. Hij is lekvrij in verticale positie, sluit hermetisch en kan, eens gesloten, niet zonder beschadiging geopend worden; Hij wordt vervolgens opgeborgen in een stevige plastic houder voor eenmalig gebruik, zoals bedoeld in artikel 4, § 1, 1°, of in een stevige kartonnen houder voor eenmalig gebruik bedoeld in artikel 4, § 1, 2°, en voorzien van een plastic binnenzak.

Art. 6. § 1. Elke houder voor afval van klasse B2, behalve de stevige houders voor eenmalig gebruik met een maximuminhoud van 10 liter, draagt de melding « DECHETS DE CLASSE B2 », en is voorzien van het logo voor afval van klasse B2 zoals bedoeld in bijlage I. Deze melding wordt aangebracht in zwarte drukletters van minimum 2 centimeter hoog en is waterbestendig. Ze wordt gekleefd, gedrukt of in reliëf uitgevoerd op een gele achtergrond (minimum formaat A4). Het logo wordt aangebracht op een witte achtergrond in een ruit waarvan de zijde 10 centimeter bedraagt.

§ 2. De exploitant vermeldt op iedere houder voor afval van klasse B2 de naam, het adres en het telefoonnummer van de medische instelling of van het medische kabinet of gebruikt elk ander middel dat een identieke traceerbaarheid mogelijk maakt.

§ 3. Elke stevige houder voor eenmalig gebruik met een maximuminhoud van 10 liter draagt de melding « DECHETS DE CLASSE B2 » en is voorzien van het logo voor afval van klasse B2 zoals bedoeld in bijlage I. De melding « DECHETS DE CLASSE B2 », aangebracht in zwarte drukletters van minimum 2 centimeter hoog, is waterbestendig en wordt gekleefd, gedrukt of in reliëf uitgevoerd op een gele achtergrond. Het logo wordt aangebracht op een witte achtergrond in een ruit. De houder waarin zulke houders van maximum 10 liter worden opgeslagen wordt geëtiketteerd zoals omschreven in de §§ 1 en 2.

Art. 7. Het is verboden afval van klasse B2 samen te persen.

HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie*

Art. 8. Vóór de tenuitvoerlegging van het project en vóór elke wijziging van de plaats en/of de exploitatieomstandigheden die de risico's voor brand of voor de verspreiding ervan zouden kunnen wijzigen, verstrekt de exploitant de territoriaal bevoegde brandweerdienst informatie over de getroffen maatregelen en de aangewende uitrustingen inzake de preventie en de bestrijding van brand en ontploffingen, met inachtneming van de bescherming van de bevolking en het leefmilieu.

HOOFDSTUK V. — *Controle en zelftoezicht*

Art. 9. De exploitant houdt een register zoals bedoeld in het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende gevaarlijke afvalstoffen.

Art. 10. Het register wordt op de exploitatiezetel bewaard. Het ligt voortdurend ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar en wordt gedurende minstens vijf jaar na de emissiedatum ervan bewaard.

TITEL II. — **Medische kabinetten**

Art. 11. In afwachting van hun verwijdering worden de definitief gesloten houders opgeslagen hetzij in het medisch kabinet, hetzij in een van elke woon- of leefruimte gescheiden lokaal waarvan de toegang verboden is voor personen die geen machtiging van de exploitant hebben. Elke houder blijft intact. Beschadigde houders worden in alle veiligheid overgeheveld in geschikte bijverpakkingen. Het lokaal waar ze opgeslagen worden wordt regelmatig gereinigd en indien nodig en na elke accidentele lozing ontsmet om de vorming te voorkomen van elke microbiologische haard als gevolg van verwarming door gisting.

TITEL III. — **Medische instellingen**

HOOFDSTUK I. — *Vestiging en bouw*

Art. 12. De medische instelling beschikt over een gesloten afgedekte ruimte voor de opslag van afval van klasse B2 die aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° de afvalopslagruimte wordt ingericht in een gesloten en afgedekte koele opslagruimte of in een gesloten container, die zich buiten het eventuele verblijfsgebouw bevindt;

2° de afvalopslagruimte en de container zijn vlot bereikbaar, zowel met de interne als met de externe vervoersmiddelen die voor de afvoer van de afval gebruikt worden;

3° de afmetingen van de afvalopslagruimte en van de container zijn aangepast aan de hoeveelheid afval die er periodiek naartoe gevoerd wordt. De afvalopslagruimte wordt regelmatig geledigd ter voorkoming van overbelasting en van de vorming van microbiologische haarden te wijten aan verwarming door gisting of van geurhinder. Hetzelfde geldt voor de container, die in zijn geheel weggevoerd kan worden;

4° elke houder die zich in de afvalopslagruimte en in de container bevindt blijft intact. Beschadigde houders worden in alle veiligheid vervoerd in geschikte bijverpakkingen waarvan de afmetingen volstaan;

5° de afvalopslagruimte en de container worden regelmatig gereinigd en desnoods ontsmet om de vorming te voorkomen van microbiologische haarden als gevolg van verwarming door gisting.

Art. 13. De afvalopslagruimte en de container voldoen aan de volgende eisen :

1° ze zijn makkelijk te reinigen en te ontsmetten en kunnen op doeltreffende wijze verlucht worden;

2° de bodem of de vloer alsook de muren of de wanden zijn waterdicht, bestand tegen ontvettingsproducten, effen genoeg en makkelijk te reinigen;

3° op de buitenkant ervan staat de melding « AIRE DE STOCKAGE POUR DECHETS DE CLASSE B2 – ACCES INTERDIT A TOUTE PERSONNE NON AUTORISEE » en ze zijn voorzien van het logo voor afval van klasse B2, waarbij bedoelde melding op een gele achtergrond in leesbare zwarte drukletters aangebracht is.

Art. 14. De exploitant beschikt over een werkplan. Dat werkplan bevat hoe dan ook :

- 1° de nodige instructies om in alle omstandigheden voor de vlotte werking van de inrichting te zorgen, met inachtneming van de bepalingen inzake afval en van deze voorwaarden;
- 2° de nodige instructies om de inrichting permanent zuiver te houden;
- 3° de instructies voor het personeel in geval van brand of ongeval;
- 4° de organisatie van de opslag van de afval van klasse B2.

HOOFDSTUK II. — *Exploïtatïe*

Art. 15. De exploitant bezorgt de « Office wallon des déchets » jaarlijks een afschrift van de gegevens die het register bevat.

Art. 16. Er wordt gereinigd zodra overvloeiing van een afvalstof van klasse B2 vastgesteld wordt. De reinigingsresten mogen niet rechtstreeks in de ondergrond, een openbare riolering of een oppervlaktewater geloosd worden.

TITEL IV. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 17. Dit besluit is van toepassing op de bestaande inrichtingen zodra het in werking treedt.

In afwijking van het eerste lid zijn de artikelen 11, 12 en 13 uiterlijk één jaar na de datum van inwerkingtreding van dit besluit van toepassing op de bestaande inrichtingen.

Art. 18. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 november 2007.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage I

Logo voor afval van klasse B2



Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 november 2007 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de tijdelijke opslag van afvalstoffen van klasse B2.

Namen, 14 november 2007.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN